**Journées de Coimbra**
**Décembre 2007.**
Philippe Delvit, professeur des Universités
UT1-31042 Toulouse Cedex
Philippe.delvit@univ-tlse1.fr

# Une Université à Toulouse

**Enjeux d'aujourd'hui**.
Le patrimoine architectural universitaire est, dans la France de 2007, un dossier que l'actualité législative met au premier plan. La LRU, loi sur les Libertés et Responsabilités des Universités, va faire des Universités les gestionnaires de leur patrimoine immobilier, cela dans un avenir très proche.
La destination et la destinée des ensembles universitaires hérités du passé, récent ou lointain, va donc se trouver au cœur des réflexions et des actions des décideurs universitaires, qui sont en charge d'ensembles immobiliers et de terrains parfois très stratégiquement situés. Tel est le cas à Toulouse, et à des degrés divers dans toutes les villes universitaires.
Il faut avant tout se livrer à un tour d'horizon.

**Toulouse**
La renommée universitaire de la ville est une pétition de principe, affirmée depuis toujours dans la République des Lettres, même si les témoignages antiques autres que littéraires manquent obstinément.
*Palladia Tolosa* se dérobe aux regards des hommes du XXI$^{ème}$ siècle.
Par contre, l'affirmation médiévale est à la fois symbolique, forte, et présente dans le paysage architectural urbain.

**Symbolique.**
L'Université est née avec la mainmise de la monarchie française sur les terres du comte de Toulouse. Le traité de Meaux-Paris signé le 12 avril 1229 oblige ce dernier à entretenir des maîtres chargés de distiller la bonne parole. Semblable paternité ne pouvait que rendre la vie difficile à l'institution à peine sortie des fonts baptismaux.
Les premières années sont difficiles, le *studium* sent la contrainte imposée ; les quatorze professeurs originels dont Raymond VII, le comte de Toulouse, devait payer les gages, ont une existence difficile ; la vie universitaire s'interrompt, puis reprend en 1233 après que le pape Grégoire IX ait conforté les privilèges de l'institution. Les maîtres, de langue d'oc souvent, même si le latin est la κοινη de l'Occident chrétien d'alors, vont désormais incarner une *universitas* de Toulouse et à Toulouse, distanciée des sujétions originelles.
Cette origine, qui est aussi la marque de la lutte contre l'hérésie cathare-territoire de l'âme et territoire du Languedoc sous la main de l'Eglise et du roi de France, peut générer des analyses discordantes.
En 1929, le septième centenaire de l'Université de Toulouse avait été célébré dans la liesse, autorités académiques, militaires, civiles, délégations étrangères réunies en communion et en présence du président de la République française.
La délégation venue de Coimbra, avait sacrifié à l'adresse en latin, close par la salutation rituelle, « *Valete, Viri Sapientissimi* , Salut, hommes très savants. », que le recteur Dominique Vegas Vitalis adressait à ses semblables toulousains. Salut partagé par le président de l'Institut de Coimbra, par la Faculté des sciences, et par celle des lettres, qui signe d'un

« *Saude et Fraternidade, Salut et fraternité »,* qui dut plaire aux oreilles républicaines de Toulouse.[1]
Après les fastes de ce centenaire, où l'on avait aussi parlé occitan, l'année 1979 fut, elle, néfaste. Les cérémonies prévues pour le 750ème anniversaire, en 1979, restèrent largement à l'état de projet, à l'exception notable d'un ouvrage, *Toulouse universitaire 1229-1979*.[2] Cette célébration « coloniale et somptuaire » irritait une fraction des acteurs de l'Université.[3]

**Forte.**
L'Université est là, quasi contemporaine des grandes fondations d'Europe, en Italie Bologne (« Bologne la Savante » dès le XI° siècle), en Angleterre (Oxford vers 1130 pour les premiers pas), en France (Paris, sous le règne de Philippe Auguste, en attendant la Sorbonne, fondée en 1257), en Espagne (Salamanque, 1218, créée par Alphonse IX dans une ville où l'école capitulaire attirait déjà les talents), à Montpellier sous domination catalane (1220, mais avec des enseignements existant dès les années 1120). C'est dire qu'elle figure parmi les plus anciennes de l'Europe médiévale, comme Coimbra, que le roi Don Dinis gratifie d'un Estudo 1290), bientôt dédié au droit canon, à la médecine, aux arts, et plus tard à la théologie.

**Présente dans le paysage**.
Dans le cœur de la ville ancienne, les collèges fondés au Moyen Age pour accueillir les étudiants pauvres portent témoignage de la géographie universitaire des siècles passés. Le collège Saint-Raymond, près de la basilique Saint-Sernin, est le plus spectaculaire. D'abord hôpital au XIème siècle, reconstruit aux confins du Moyen Age et de l'époque moderne (1523), il est une sorte de passerelle entre la connaissance d'hier et la science d'aujourd'hui : il abrite le Musée des Antiques de Toulouse. Non sans avoir manqué être détruit au milieu du XIX° siècle : Eugène Viollet-le-Duc (1814-1879), architecte et restaurateur aussi visionnaire que parfois abusif le sauva de la pioche.
Quelques rues plus loin, le collège de Foix est une autre de ces fondations, comme le collège de Mirepoix, qui abrita jusqu'à la fin des années 1960 la Bibliothèque universitaire de Toulouse. Le premier est voulu par Pierre de Foix, qui fut archevêque de Toulouse. Il se dresse, donjon de brique, depuis le XVème siècle près de l'église des Cordeliers, immense édifice dont ne subsiste plus que le clocher après la destruction de l'église à la fin du XIXème siècle.

**Quartier latin de Toulouse ?**
Comme toutes les représentations symboliques, l'image est séduisante, mais réductrice. Dans un périmètre très étroit, quelques pâtés de maison et d'immeubles de brique foraine et crue, chaînages de pierres, rues des Pénitents gris, rue de l'Esquile, rue du Taur, rue du collège de Foix, rue des Lois, rue de l'Université, les *escoliers* du moment vivent, discutent, disputent, acquièrent la connaissance.
Ce quartier vit se construire, au XVIème siècle, les *Estudes* de la Faculté de droit, rue de l'Université.[4] La place laissée, les étudiants de la Faculté de médecine s'installent dans les

---

[1] *Livre d'or. VII° centenaire de l'Université de Toulouse*, Toulouse, Privat, 1931, pp.211-213 pour Coimbra.
[2] *Toulouse universitaire*, préparé par le Comité des manifestations du 750° anniversaire de l'Université de Toulouse en 1229, Toulouse, 1980, 392 pages.
[3] Cette terminologie, qui fait bon marché de l'anachronisme pour le premier adjectif, a été utilisée lors des discussions, orageuses, tenues à l'époque dans les instances universitaires. Il s'agissait de savoir si la célébration aurait lieu, ou pas.
[4] Lire, à ce sujet, la très savante et exhaustive étude de Henri Gilles, dans *L'université de Toulouse et l'enseignement du droit*, Presses de l'Université des sciences sociales, 1992, pp. 341-407. Une véritable enquête archéologique et archivistique des bâtiments est menée, avec un résultat parfait.

lieux où jadis s'échangeaient les arguments *pro*, *contra*, et où retentissait le *dictum* des juristes. Place exiguë…Mais renommée grande, dans un XVI$^{ème}$ siècle pour Toulouse celui de la richesse du pastel, la matière colorante qui fit de la ville une place du commerce international.

*Paris pour voir,*
*Lyon pour avoir,*
*Bordeaux pour dispendre,*
*Et Toulouse pour apprendre…*

Dicton du temps des Estudes, XVI$^{ème}$ siècle (dispendre signifie ici dépenser)

Chez les juristes, les noms de Jean Bodin (1530-1596), l'un des pères reconnus de la science politique ; de Jacques Cujas (né de très humble origine à Toulouse en 1522, mort à Bourges en 1590, mais peu reconnu par sa ville natale), de Jean de Coras (1515-1572, passé à Toulouse après des études menées à Ferrare et à Padoue, victime des guerres religieuses) au XVI° siècle, de François de Boutaric (1672-1733) au XVIII$^{ème}$ siècle ; chez les médecins, celui de Antoine Dumay, docteur-régent de la Faculté de médecine (mort en 1611, après avoir soigné les Grands du temps), de François et de Pons Purpan dont le nom à été choisi pour baptiser l'un des hôpitaux de Toulouse, ville où ils s'étaient établis à la fin du règne du roi Henri IV. L'un de leurs descendants, François-Pons (1593-1660), continue avec brio cette lignée, en publiant de remarquables résultats de recherches.

La Révolution française va supprimer toutes les anciennes Facultés (c'est chose faite à Toulouse en 1793, comme ailleurs en France) et, partant, désaffecter tous les sites jadis consacrés à ces exercices.[5] Il faut bien constater que les vieilles institutions s'étaient largement endormies à la fin de notre Ancien régime politique, ce qui avait d'ailleurs poussé la monarchie absolue à créer des Ecoles spéciales et techniques (Ecole des Ponts-et-Chaussées ; Ecole des Mines) pour pallier ces déficiences, mouvement qui s'est prolongé et renforcé sous la Révolution (Ecole centrale ; Ecole polytechnique ; …). Ce qui explique, aujourd'hui encore, la présence des Grandes Ecoles en France, et l'accès très particulier par les « classes préparatoires ».
Si la Révolution est fort brutale, il faut par contre bannir des références authentiques la phrase, souvent citée, « La République n'a pas besoin de savants », qui aurait été prononcée en 1794, à l'occasion du procès de Antoine-Laurent de Lavoisier (1743-1794), distingué chimiste (mais pas insensible, avant 1789, aux charmes des bénéfices tirés de la récolte des impôts).[6]

**Atmosphère impériale.**
A Toulouse, comme partout en France, elle baigne l'Université, qui se ressource dans des cadres hiérarchiques largement maintenus jusqu'en 1968, qui se retrouve dans un apparat largement emprunté et transcrit des cérémonies de l'Ancien Régime, costume en particulier (avec toute une symbolique des tenues, et des couleurs dans les tenues).

---

La rue de l'Université a changé de nom après la Deuxième guerre mondiale, pour porter celui de Albert Lautmann, professeur de la faculté des lettres, fusillé à Bordeaux en 1944 par les Nazis.
[5] Sur les facultés de Toulouse de la Révolution à la Restauration, voir les travaux de Olivier Devaux, par exemple *La pique et la plume, L'enseignement à Toulouse pendant la Révolution*, Eché, 1988, 186 pages ; *L'enseignement à Toulouse sous le Consulat et l'Empire*, Presses de l'IEP de Toulouse, 1990, 290 pages.
[6] Hommage quasi obligé, la statue de l'illustre chimiste orne la Faculté des sciences de Toulouse, dans le bâtiment élevé à la fin du XIX° siècle.

Les Facultés étaient mortes ; leurs locaux désaffectés, occupés par des activités souvent totalement étrangères à leur destination d'origine (la Faculté de droit occupée par un magasin militaire à fourrage,…). Désormais, l'organisation pyramidale montant vers le Grand maître de l'Université vise à comprendre les trois Facultés qui, sous l'Ancien régime, destinaient à un secteur précis du corps social, droit pour les hommes de justice, médecine pour les soignants du corps, théologie pour les soignants des âmes, auxquelles devaient s'ajouter la Faculté des sciences, et celle des lettres.
Le droit reprend ses activités dès 1804-1805, et sera Faculté à partir de 1808 ; la médecine retrouve la ville en 1806 (mais décorée uniquement en 1878 du titre de Faculté mixte de médecine et pharmacie) ; la théologie catholique, les lettres et les sciences attendent 1809 et 1810 (mais la Faculté de théologie va traîner une existence languissante avant de disparaître en 1843).
Il faut des bâtiments. Mais où ? Et lesquels ?

**Les lauriers académiques et la République**.
Il reviendra en définitive à la III$^{ème}$ République de donner à Toulouse ses implantations universitaires monumentales, dans le cadre juridique prévu par les textes napoléoniens.
A l'exception notable de l'Ecole de médecine, installée au sud de la ville, à l'extérieur de la vieille enceinte (1834-1836), les édifices universitaires ne sortent de terre qu'à partir de la fin des années 1870. La Faculté de droit a bénéficié des sollicitudes publiques, celles de l'Etat et de la ville de Toulouse. Sur les bases héritées des vieilles Etudes du XVI$^{ème}$ siècle, les nouveaux locaux sont en gros édifiés entre 1878 et 1883.
Pour le reste, il faut attendre 1885-1889 (Faculté des sciences), 1887 (Faculté de médecine et de pharmacie), l'ensemble inaugurée par le président de la République française Sadi Carnot en 1891.[7] Ces édifices sont quasi contemporains de la Faculté des lettres, construite à neuf en 1888-1892 dans le quartier occupé par la Faculté de droit, dont elle est mitoyenne.
Ainsi voit-on dans la ville d'aujourd'hui une architecture aussi universitaire qu'officielle, qui sait ne pas manquer de qualités. Les espaces d'honneur, les bibliothèques de la Faculté de médecine (Allées Jules Guesde, sud de la ville), de la Faculté de droit (centre ville) en témoignent.
Mais ces organismes vont recevoir les chocs du XX$^{ème}$ siècle.[8]

**Les espaces universitaires de la V$^{ème}$ République**
A l'époque immédiatement contemporaine, après la Deuxième guerre mondiale, les Facultés cessent d'être des espaces socialement confinés. Leur clientèle s'élargit, comme la base démographique (à partir des années 1960, effet du baby boom), et les besoins d'une économie en pleine croissance, qui exige des techniciens, des ingénieurs, des spécialistes en multiples domaines, en nombre sans commune mesure avec ceux de jadis.

---

[7] Sadi Carnot (1837-1894), polytechnicien, ingénieur, ministre des Finances, puis élu président en 1887 ; il sera assassiné en 1894 à Lyon par l'anarchiste italien Caserio.
[8] Parmi les références multiples, il faut distinguer les travaux de Sonia Moussay. Elle a consacré ses recherches à un mémoire de maîtrise en Histoire soutenue en 2003 devant l'Université de Bretagne du Sud à Lorient, *L'architecture des Facultés à Toulouse de la Révolution à la fin du XIX° siècle*, 3 volumes dactylographiés, *Livret 1 : Texte ; Livret 2 : Annexes ; Livret 3 : Monographies.*Son diplôme d'études approfondies, soutenu en 2004 à l'Université de Toulouse-le-Mirail, *Architecture et aménagement des trois ensembles universitaires de Toulouse (1960-1975*), concerne la période la plus récente (2 volumes dactylographiés, un de texte, un d'annexes). L'accès maintenant possible, ce qui n'était pas le cas lors des recherches de Sonia Moussay, aux fonds d'archives de l'Université Toulouse1 sciences sociales, permet encore mieux de couvrir cet espace de la recherche, s'agissant de Toulouse 1. Concernant l'Université de Toulouse-le-Mirail, il faut lire les publications de Louise-Emmanuelle Fricquart (détaillées dans la notice bio-bibliographique incluse dans le dossier du colloque) .

Dans le cadre de l'aménagement du territoire tel qu'on le conçoit au moment, des écoles d'ingénieurs, des formations nouvelles sont implantées à Toulouse, dans la logique d'un fort développement du pôle aéronautique, et bientôt spatial.[9]
Les étudiants s'entassent dans des bâtiments devenus trop étroits. Il y a 12 000 étudiants à Toulouse en 1960, 30 000 en 1968.
La Faculté de droit et d'économie voit ses effectifs croître annuellement de 15% en moyenne à partir de 1963, et jusqu'au milieu des années 1970 (on passe de 3 000 en 1963 à 10 000 en 1969).
Ainsi vont être conçus des campus (le terme du moment) résolument contemporains.

Les juristes et économistes restent en centre ville, annexent le site de l'Arsenal (ancien terrain militaire, bien national d'origine ecclesiastique occupé par l'Armée depuis la Révolution), puis en 1995 la Manufacture des Tabacs, bâtiment industriel situé à quelques centaines de mètres de l'implantation principale. Le campus occupe environ 6,5 hectares au sol, pour 75 000m$^2$ de locaux.

Ecrasés par leurs effectifs, 2 000 étudiants en 1954, 5 000 dès 1962, les littéraires choisissent la modernité absolue du moment, en s'installant dans l'extension urbaine de Toulouse, Toulouse-le-Mirail, conçue par l'architecte d'origine grecque Georges Candilis (1913-1995) et son équipe à l'ouest de la ville. A l'origine prévu pour 11 000 étudiants et présenté comme un élément pilote, ce campus ouvert entre 1970 et 1973 en abrite 20 000 en 2007. Il est en pleine reconstruction, ce qui pose la question de la pérennité des choix architecturaux universitaires, de la conservation des différentes strates architecturales, du moins dans les parties les plus remarquables.

Les scientifiques s'installent au sud de Toulouse, sur des terrains à l'époque très peu densément peuplés par l'amorce d'une occupation de type pavillonnaire. Le campus de Rangueil, le plus important de la ville, compte aujourd'hui plus de 20 000 étudiants. Depuis sa création comme Université en 1969, il porte le nom de Paul Sabatier (1854-1941), prix Nobel de Chimie en 1912 et professeur de la Faculté de médecine de Toulouse.

Toulouse 2007 : 110 000 étudiants, dont 16 000 à Sciences sociales (UT1) ; 21 000 à Toulouse-le-Mirail (UT2) ; 25 000 à Paul Sabatier (UPS, Toulouse III), le reste dans les Ecoles et les formations post-baccalauréat.

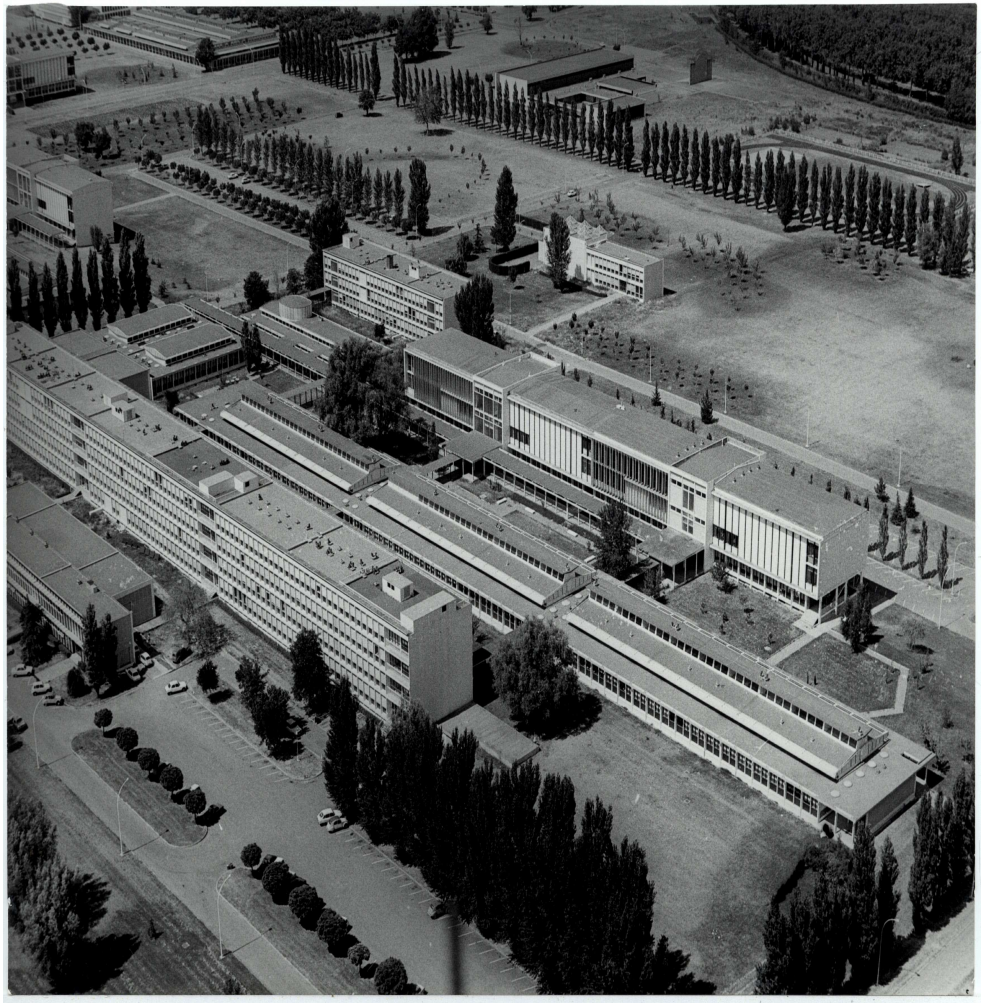
.

[9] En France, l'aménagement du territoire est organisé depuis Paris, suivant la tradition jacobine suivie par le pouvoir depuis 1792. A partir de 1964, la DATAR, Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale, est en charge de ces aspects.

L'ancien collège Saint Raymond, devenu aujourd'hui musée des Antiques de Toulouse
(à gauche, le bâtiment après une première restauration au XIXème siècle ; à droite, l'aspect actuel après les derniers travaux de la fin du XXème siècle).
Source : Archives départementales de Haute Garonne (3 Fi)

A gauche, une partie de l'ancienne emprise de l'Arsenal. La cité universitaire élevée au début des années 1970 est visible au nord de Saint Pierre des Chartreux.
A droite, la nouvelle université des Sciences sociales juste après son achèvement.
Source : Archives départementales de Haute Garonne (12 Fi)

Dans le cœur historique de Toulouse, entre les Jacobins, les Cordeliers, Saint Sernin et les Chartreux, le « quartier latin » qui regroupait à l'époque médiévale collèges et fondations universitaires.
Source : Archives départementales de Haute Garonne (2 Fi)



A gauche, les bâtiments élevés à la fin du XIXème siècle sur les allées Jules Guesde pour abriter les enseignements des disciplines scientifiques.
A droite, vers 1960, une partie du nouveau campus de Rangueil au début de la construction des Ecoles et des autres bâtiments universitaires.
Source : Archives départementales de Haute Garonne (12 Fi, 26 Fi)